

No. 37099

**France
and
Mexico**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the United Mexican States for the reciprocal promotion and protection of investments. Mexico City, 12 November 1998

Entry into force: *12 October 2000, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 14 December 2000*

**France
et
Mexique**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États Unis Mexicains snr l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Mexico, 12 novembre 1998

Entrée en vigueur : *12 octobre 2000, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 14 décembre 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS UNIS MEXICAINS SUR L'EN-
COURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVES-
TISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats Unis Mexicains, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français au Mexique et les investissements mexicains en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er. Définitions

Pour l'application du présent Accord :

1. Le terme "investissement" désigne tous les avoirs, y compris les droits de propriété, tels que les biens, droits et intérêts de toute nature et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, acquis ou utilisés à des fins d'avantage économique ou autres fins commerciales, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et tous droits analogues;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;

c) les créances ou obligations, ou les droits à toutes prestations ayant valeur économique;

d) les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les maquettes et modèles industriels, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle;

e) les droits dérivés de toute forme de concession accordée par tout moyen légal.

Conformément à la définition qui précède, aucune modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

Ne sont toutefois pas inclus dans les investissements les titres de créance résultant uniquement de transactions commerciales visant exclusivement la vente de marchandises ou de services par un national ou une personne morale situés sur le territoire de l'une des

Parties contractantes à un national ou une personne morale situés sur le territoire de l'autre Partie contractante, les crédits destinés à financer les transactions commerciales tels que les crédits commerciaux et autres crédits d'une durée inférieure à trois ans, ainsi que les crédits octroyés à l'Etat ou à une entreprise d'Etat.

Ces dispositions ne sont cependant pas applicables aux crédits ou aux prêts accordés par un investisseur de l'une des Parties contractantes à une entreprise de l'autre Partie contractante détenue ou contrôlée par ledit investisseur.

2. Le terme "investisseur" désigne :

a) les nationaux, c'est-à-dire les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes;

b) toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci. Une personne morale est réputée être contrôlée si la majorité de ses actions assorties d'un droit de vote est détenue par un national ou une personne morale possédant son siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituée conformément à la législation de ladite Partie contractante.

3. Le terme "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, redevances et intérêts. Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

4. Le terme "territoire" désigne le territoire de chacune des Parties contractantes. Le terme de "zone maritime" désigne la zone économique exclusive et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en vertu du Droit international, des droits de souveraineté et un pouvoir de juridiction.

Article 2. Champ d'application de l'Accord

1. Il est entendu que les investissements couverts par le présent Accord sont ceux qui ont déjà été réalisés ou pourraient être réalisés après l'entrée en vigueur du présent Accord, conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle sont réalisés les investissements.

2. Le présent Accord s'applique au territoire et à la zone maritime de chacune des Parties contractantes.

3. Aucune disposition du présent Accord ne sera interprétée comme empêchant l'une des Parties contractantes de prendre toute disposition visant à régir les investissements réalisés par des investisseurs étrangers et les conditions d'activités desdits investisseurs, dans le cadre de mesures destinées à préserver et à encourager la diversité culturelle et linguistique.

Article 3. Encouragement et admission des investissements

Chacune des Parties contractantes admet sur son territoire et dans sa zone maritime les investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie conformément à sa législation et les encourage en application des dispositions du présent Accord.

Article 4. Protection et traitement des investissements

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements réalisés par des investisseurs de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

2. Chacune des Parties contractantes applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux investisseurs de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements ainsi que l'exploitation, l'administration, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la cession de ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses investisseurs, ou le traitement accordé aux investisseurs de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux.

Indépendamment du principe du traitement national, chacune des Parties contractantes peut demander à un investisseur de l'autre Partie, ou à une entreprise située sur son territoire, détenue ou contrôlée par ledit investisseur, de lui communiquer à des fins statistiques des renseignements courants concernant ses investissements.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

3. Les investissements réalisés par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante bénéficieront d'une protection et d'une sécurité pleines et entières sur ledit territoire ou dans ladite zone maritime.

4. Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail et de circulation introduites par des nationaux de l'une des Parties contractantes, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

Article 5. Dépossession et indemnisation

1. Aucune des Parties contractantes ne peut prendre de mesures, directes ou indirectes, de dépossession ou de nationalisation, ou toute autre mesure d'effet équivalent concernant un investissement de l'autre Partie, sur son territoire et dans sa zone maritime, si ce n'est :

i) pour cause d'utilité publique

- ii) à condition que ces mesures ne soient pas discriminatoires,
- iii) conformément à la procédure légale requise
- iv) moyennant le versement d'une indemnité conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent Article.

2. L'indemnité est versée sans retard, effectivement réalisable et librement transférable.

3. L'indemnité est équivalente à la juste valeur de marché ou, à défaut de cette juste valeur, à la valeur réelle de l'investissement ayant fait l'objet de la mesure de dépossession ou de nationalisation juste avant que la dépossession ait eu lieu et elle ne tient pas compte de tout changement de valeur intervenant du fait que le projet de dépossession était connu antérieurement à celle-ci. Les critères d'évaluation incluent la valeur d'exploitation, la valeur des actifs y compris la valeur fiscale déclarée de la propriété de biens corporels, et d'autres critères, selon les circonstances, permettant de déterminer la juste valeur de marché. Ladite indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. L'indemnité produit, jusqu'à la date de son versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché applicable.

Article 6. Indemnisation des pertes

Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses investisseurs ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

Article 7. Libre transfert

Chaque Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été réalisés par des investisseurs de l'autre Partie contractante, accorde à ces investisseurs le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants,
- b) des paiements découlant de droits tels que ceux définis à l'Article 1er, paragraphe 1, lettres d) et e),
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés,
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi,
- e) de l'indemnité prévue à l'Article 5, paragraphes 2 et 3,
- f) des gains et autres rémunérations du personnel engagé à l'étranger pour les besoins d'un investissement.

Les transferts visés aux paragraphes qui précèdent sont effectués sans retard, au taux de change officiel en vigueur à la date du transfert.

En cas de grave déséquilibre, ou de menace de déséquilibre, de la balance des paiements, chacune des Parties contractantes peut temporairement appliquer des restrictions aux transferts, à condition que la Partie contractante concernée mette en oeuvre des mesures ou un programme satisfaisant aux critères du Fonds Monétaire International. Ces restrictions sont imposées sur une base équitable, non-discriminatoire et de bonne foi.

Article 8. Garanties d'investissement et subrogation

1. Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen au cas par cas, à des investissements effectués par des investisseurs de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

Les investissements réalisés par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa précédent uniquement si elle a été préalablement accordée par l'autre Partie contractante.

2. Les deux Parties contractantes reconnaissent les pleins droits à la subrogation dans les droits ou actions d'un investisseur dont l'investissement est couvert par une garantie. En cas de litige, seul l'investisseur ou une société gérée de manière privée peut engager, ou être partie à, une procédure introduite devant un tribunal national ou soumettre le cas à l'arbitrage international conformément aux dispositions de l'Article 9 du présent Accord.

Article 9. Règlement des différends entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante

1. Le présent Article ne s'applique qu'aux différends opposant l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante au sujet d'un manquement allégué à une obligation de la première en vertu du présent Accord qui provoque une perte ou un dommage à l'investisseur ou à son investissement.

2. S'agissant d'une demande d'arbitrage :

a - un investisseur de l'une de Parties contractantes ne peut alléguer que l'autre Partie contractante a manqué à une obligation en vertu du présent Accord à la fois dans le cadre d'une procédure d'arbitrage au sens du présent Article et dans le cadre d'une procédure engagée devant une cour ou un tribunal administratif compétent de la première, partie au différend;

b - de même, lorsqu'une entreprise de l'une des Parties contractantes qui est une personne morale détenue ou contrôlée par un investisseur de l'autre Partie contractante allègue, dans le cadre d'une procédure engagée devant une cour ou un tribunal administratif compétent de la Partie contractante, partie au différend, que la première Partie a manqué à une obligation en vertu du présent Accord, l'investisseur ne peut alléguer ce manquement dans le cadre d'une procédure d'arbitrage au sens du présent Article.

3. Tout différend au sens du présent Article est réglé à l'amiable entre les deux parties comprises concernées.

4. Un différend au sens du présent Article peut être soumis à arbitrage, à condition qu'un délai de six mois se soit écoulé depuis la survenance des événements ayant donné lieu à la demande d'arbitrage et que l'investisseur ait notifié par écrit à la Partie contractante, partie au différend, avec un préavis de 60 jours au moins mais en tout état de cause pas au-delà d'un délai de quatre ans à compter de la date à laquelle l'investisseur a pour la première fois eu connaissance ou aurait dû avoir connaissance des événements qui ont donné naissance au différend, son intention de soumettre le différend à l'arbitrage :

i) du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements ("Le Centre"), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats ("Convention CIRDI"), si la Partie contractante de l'investisseur et la Partie contractante, partie au différend, sont toutes deux parties à la Convention CIRDI;

ii) du Centre conformément aux règles régissant la Facilité additionnelle pour l'application des procédures par le Secrétariat du Centre si, soit la Partie contractante de l'investisseur, soit la Partie contractante, partie au différend, à l'exclusion de l'autre, est partie à la Convention CIRDI;

iii) d'un tribunal arbitral ad hoc qui sera constitué selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International ("CNUDCI");

iv) de la Chambre de Commerce Internationale, par un tribunal ad hoc établi selon ses règles d'arbitrage.

5. L'arbitrage est régi par les règles d'arbitrage applicables sous réserve des modifications apportées par le présent Article.

6. Sauf accords contraires entre les parties au différend, le tribunal arbitral est composé de trois membres. Chaque partie au différend désigne un membre et les deux membres désignent d'un commun accord un troisième membre, qui est nommé président.

Les membres du tribunal arbitral devront avoir une expérience du droit international et des questions liées à l'investissement.

Lorsqu'un tribunal arbitral n'a pas été constitué dans les 90 jours qui suivent la date à laquelle la demande d'arbitrage a été présentée, soit parce qu'une partie au différend n'a pas désigné de membre, soit parce que les membres désignés n'ont pas nommé d'un commun accord un président, le Secrétaire Général du CIRDI, à la demande de l'une des parties au différend, est invité à désigner le membre ou les membres de son choix. Néanmoins, lorsqu'il désigne un président, le Secrétaire Général du CIRDI s'assure que le président n'est pas un national de l'une des Parties contractantes.

7. Un tribunal constitué au sens du présent Article se prononce sur le différend à la majorité des voix en vertu du présent Accord et des règles et principes de Droit international applicables.

8. Les sentences arbitrales peuvent prévoir les modalités de règlement suivantes :

a) une déclaration reconnaissant que la Partie contractante n'a pas respecté ses obligations au sens du présent Accord;

b) une indemnité pécuniaire incluant les intérêts courus sur la période écoulée entre la survenance de la perte ou du dommage et le moment du paiement;

c) une restitution en nature, le cas échéant, à condition que la Partie contractante puisse verser une indemnité pécuniaire à titre de remplacement lorsque cette restitution n'est pas réalisable; et

d) avec l'accord des parties au différend, toute autre forme de réparation.

Les sentences arbitrales sont définitives et exécutoires uniquement pour les parties au différend et s'appliquent uniquement au cas considéré.

La sentence définitive n'est publiée qu'avec l'accord écrit des deux parties au différend.

Un tribunal arbitral ne peut ordonner à une Partie contractante de verser des dommages et intérêts à titre de pénalité.

Article 10. Engagements spécifiques

1. Lorsque des dispositions législatives en vigueur dans l'une des Parties contractantes ou des engagements résultant du Droit international, existant au moment de l'accord ou établis postérieurement au présent Accord entre les Parties contractantes, comportent des clauses, générales ou spécifiques, par lesquelles un traitement plus favorable que celui prévu par le présent Accord doit être accordé aux investissements réalisés par des investisseurs de l'autre Partie contractante, ces clauses, dans la mesure où elles sont plus favorables, s'appliquent sans préjudice des dispositions du présent Accord.

2. Chacune des Parties contractantes respecte tout autre engagement qu'elle a contracté par écrit, au titre des investissements réalisés sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante. Les différends soulevés au sujet de ces engagements sont réglés conformément aux conditions des contrats régissant lesdits engagements.

Article 11. Différends entre Parties contractantes

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doivent être réglés, si possible, par voie de consultations et de négociations diplomatiques.

2. Si, dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle la demande de consultations a été présentée par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il peut être soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les arbitres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour un autre motif, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint qui suit dans la hiérarch-

ie, sous réserve qu'il ne soit pas un ressortissant de l'une des Parties contractantes, procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal arbitral prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes. Il se prononce sur les différends conformément aux dispositions du présent Accord et aux autres règles de Droit international applicables.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties Contractantes.

6. L'une des Parties contractantes ne peut engager une procédure au sens du présent Article au titre d'un différend concernant le non-respect des droits d'un investisseur soumis par ledit investisseur aux procédures visées à l'Article 9, que si l'autre Partie contractante ne s'est pas conformée à la sentence rendue sur le différend.

Article 12. Entrée en vigueur

Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prendra effet un mois après la date de réception de la dernière notification.

Article 13. Durée et expiration

Le présent Accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

Si un Accord de même objet est passé par les Parties contractantes sur une base multilatérale, le présent Accord sera revu par les deux Parties contractantes.

A l'expiration de la période de validité du présent Accord, les investissements réalisés alors qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de quinze ans.

Fait à Mexico, le douze novembre mil neuf cent quatre-vingt dix-huit en deux originaux, chacun en langue française et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

HUBERT VÉDRINE
Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement des Etats Unis Mexicains :

HERMINIO BLANCO
Ministre du Commerce et du Développement Industriel

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO
ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA
Y EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS
PARA LA PROMOCIÓN Y PROTECCIÓN
RECÍPROCAS DE INVERSIONES**

El Gobierno de la República francesa y el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, en lo sucesivo denominados "las Partes Contratantes",

Deseando fortalecer la cooperación económica entre los dos Estados y crear condiciones favorables para las inversiones francesas en México y las inversiones mexicanas en Francia,

Convencidos de que la promoción y protección de estas inversiones son adecuadas para estimular las transferencias de capital y tecnología entre los dos países en el interés de su desarrollo económico,

Han acordado las disposiciones siguientes:

ARTICULO 1 **Definiciones**

Para la aplicación del presente Acuerdo:

1. El término "inversión" significa toda clase de activos, tales como bienes, derechos e intereses de toda naturaleza, incluyendo derechos de propiedad y en particular, aunque no exclusivamente:

- a) bienes muebles e inmuebles, adquiridos o utilizados con el fin de obtener un beneficio económico o con otros propósitos comerciales, así como cualesquiera otros derechos reales, tales como hipotecas, gravámenes, usufructos, derechos de prenda y derechos análogos;
- b) acciones, dividendos y otras formas de participación, incluyendo formas de participación minoritaria o indirecta, en sociedades constituidas en el territorio de una de las Partes Contratantes;
- c) títulos de crédito o instrumentos de deuda o cualquier derecho sobre prestaciones que tengan un valor económico;
- d) derechos de propiedad intelectual, comercial e industrial, tales como derechos de autor, patentes, licencias, marcas, maquetas, modelos industriales y procedimientos técnicos, nombres comerciales, prestigio y clientela;
- e) derechos derivados de cualquier forma de concesión otorgada bajo cualquier medio legal;

Conforme a la definición que precede, cualquier modificación en la forma en que los activos han sido invertidos, no afectará su calidad de inversión, siempre y cuando dicha modificación no sea contraria a la legislación de la Parte Contratante en el territorio o en la zona marítima en la cual la inversión es realizada.

Sin embargo "inversión" no significa reclamaciones pecuniarías derivadas únicamente de transacciones comerciales diseñadas exclusivamente para la venta de bienes o servicios por un nacional o persona moral situada en el territorio de una de las Partes Contratantes a un nacional o a una persona moral situada en el territorio de la otra Parte Contratante, créditos destinados a financiar transacciones comerciales tales como el financiamiento a actividades comerciales y otros créditos con una duración inferior a tres años, así como los créditos otorgados al Estado o a una empresa del Estado.

Sin embargo, lo anterior no se aplica a créditos o préstamos otorgados por un inversionista de una de las Partes Contratantes a una empresa de la otra Parte Contratante que sea propiedad o esté controlada por ese inversionista.

2. El término "inversionista" significa:
 - a) nacionales, *i.e.* personas físicas que posean la nacionalidad de alguna de las Partes Contratantes;
 - b) toda persona moral constituida en el territorio de una de las Partes Contratantes de conformidad con la legislación de esa Parte Contratante y que tenga su sede en el territorio de esa Parte, o que esté controlada, directa o indirectamente por nacionales de una de las Partes Contratantes o por personas morales que tengan su sede en el territorio de una de las Partes Contratantes y que estén constituidas de conformidad con la legislación de esa Parte Contratante. Una persona moral se considerará como controlada si la mayoría de sus acciones emitidas con derecho a voto es propiedad de un nacional o de una persona moral que tenga su sede en el territorio de una de las Partes Contratantes y que esté constituida de conformidad con la legislación de la última Parte Contratante.

3. El término "rentas" significa todas las cantidades producidas por una inversión, tales como ganancias, regalías e intereses. Las rentas de la inversión y, en caso de reinversión, las rentas de la reinversión, gozarán de la misma protección que la inversión.

4. El término "territorio" significa el territorio de cada una de las Partes Contratantes. El término "zona marítima" significa la zona económica exclusiva y la plataforma continental, que se extienden más allá del mar territorial de cada una de las

Partes Contratantes sobre el que ejerzan derechos soberanos o jurisdicción en virtud del Derecho Internacional.

ARTICULO 2
Ámbito de aplicación del Acuerdo

1. Se entiende que las inversiones cubiertas bajo el presente Acuerdo son aquéllas que ya han sido realizadas o pueden ser realizadas después de la entrada en vigor de este Acuerdo, de conformidad con la legislación de la Parte Contratante en el territorio o en la zona marítima donde son realizadas las inversiones.

2. Este Acuerdo se aplicará en el territorio y en la zona marítima de cada una de las Partes Contratantes.

3. Nada de lo dispuesto en el presente Acuerdo será interpretado para impedir a cualquiera de las Partes Contratantes tomar cualquier medida para regular las inversiones realizadas por inversionistas extranjeros y las condiciones de las actividades de estos inversionistas, en el marco de medidas destinadas a preservar y promover la diversidad cultural y lingüística.

ARTICULO 3
Promoción y admisión de inversiones

Cada una de las Partes Contratantes admitirá en su territorio y en su zona marítima las inversiones realizadas por inversionistas de la otra Parte Contratante de conformidad con su legislación y las promoverá en aplicación de las disposiciones de este Acuerdo.

ARTICULO 4
Protección y tratamiento de inversiones

1. Cada una de las Partes Contratantes se compromete a asegurar, en su territorio y en su zona marítima, un trato justo y equitativo de conformidad con los principios del Derecho Internacional, a las inversiones realizadas por inversionistas de la otra Parte Contratante, y asegurará que el ejercicio de sus derechos así reconocidos no serán impedidos por la ley o en la práctica.

2. Cada una de las Partes Contratantes deberá otorgar en su territorio y en su zona marítima a los inversionistas de la otra Parte Contratante, con respecto a sus inversiones y a la operación, administración, mantenimiento, uso, goce o disposición de tales inversiones, un tratamiento no menos favorable que el otorgado a sus inversionistas, o el tratamiento otorgado a los inversionistas de la Nación más favorecida, si el último es más favorable.

No obstante el principio de tratamiento nacional, cada una de las Partes Contratantes puede requerir a un inversionista de la otra Parte Contratante, o a una empresa situada en su territorio, que sea propiedad o esté controlada por tal inversionista, que proporcione información rutinaria para propósitos estadísticos concierne a sus inversiones.

Este tratamiento no se extiende a los privilegios otorgados por una Parte Contratante a inversionistas de un tercer Estado en virtud de su participación o asociación en una zona de libre comercio, unión aduanera, mercado común o cualquier otra forma de organización económica regional.

Las disposiciones de este artículo no se aplicarán a materias tributarias.

3. Las inversiones realizadas por inversionistas de una de las Partes Contratantes en el territorio y en la zona marítima de la otra Parte Contratante gozarán de protección y seguridad plena y completa en el territorio y zona marítima mencionados.

4. Las Partes Contratantes examinarán de manera benevolente, dentro del marco de su legislación interna, las solicitudes para la entrada y la autorización para residir, trabajar y viajar, realizadas por los nacionales de una Parte Contratante con respecto a una inversión realizada en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte Contratante.

ARTICULO 5 **Expropiación e Indemnización**

1. Ninguna de las Partes Contratantes nacionalizará o expropiará directa o indirectamente, o tomará cualquier otra medida que tenga efecto equivalente, con respecto a una inversión de la otra Parte Contratante, en su territorio y en su zona marítima, excepto:

- i) por causa de interés público;
- ii) siempre y cuando tales medidas no sean discriminatorias;
- iii) conforme al debido proceso legal;
- iv) mediante el pago de una indemnización de conformidad con los párrafos 2 y 3 del presente artículo.

2. La indemnización será pagada sin demora, será libremente transferible y completamente liquidable.

3. La indemnización será equivalente al valor justo de mercado o, a falta de dicho valor, al valor real que tenga la inversión expropiada o nacionalizada inmediatamente antes de que la expropiación o la nacionalización se haya llevado a cabo y no reflejará cambio alguno en su valor debido a que la intención de expropiar

haya sido conocida con anterioridad a la fecha de la expropiación. Los criterios de valuación incluirán el valor corriente, el valor del activo, incluyendo el valor fiscal declarado de la propiedad de bienes tangibles, y otros criterios que según las circunstancias resulten apropiados para determinar el valor justo de mercado. La mencionada indemnización, su importe y sus condiciones de pago, se establecerán a más tardar el día de la desposesión. Hasta la fecha de pago, la indemnización producirá intereses calculados a la tasa de interés comercial aplicable.

ARTICULO 6
Indemnización por pérdidas

Los inversionistas de una de las Partes Contratantes cuyas inversiones hayan sufrido pérdidas derivadas de guerra o cualquier otro conflicto armado, revolución, estado de emergencia nacional o motín que ocurra en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte Contratante, disfrutarán del trato otorgado por la última Parte Contratante que no sea menos favorable que el otorgado a sus propios inversionistas o a aquéllos de la Nación más favorecida.

ARTICULO 7
Libre Transferencia

Cada Parte Contratante, en el territorio o en la zona marítima en la cual las inversiones hayan sido realizadas por inversionistas de la otra Parte Contratante, concederá a estos inversionistas la libre transferencia de:

- a) Intereses, dividendos, ganancias y otros ingresos corrientes,
- b) pagos derivados de derechos, tales como los definidos en el Artículo 1, Párrafo 1, incisos (d) y (e),
- c) pagos realizados en virtud de amortizaciones de préstamos que hayan sido contratados regularmente,
- d) el valor de la liquidación total o parcial o disposición de la inversión, incluyendo las ganancias del capital sobre el capital invertido.
- e) la indemnización de acuerdo con el Artículo 5, Párrafos 2 y 3,
- f) las ganancias y otras remuneraciones del personal contratado del exterior en relación con una inversión.

Las transferencias referidas en los párrafos que preceden deberán ser efectuadas sin demora al tipo de cambio oficial vigente en la fecha de la transferencia.

En caso de un desequilibrio fundamental de la balanza de pagos o de una

amenaza del mismo, cada una de las Partes Contratantes podrá temporalmente restringir las transferencias, siempre y cuando tal Parte Contratante instrumente medidas o un programa de acuerdo con los estándares del Fondo Monetario Internacional. Estas restricciones se impondrán sobre bases equitativas, no discriminatorias y de buena fe.

ARTICULO 8

Garantías a la inversión y subrogación

1. En el supuesto de que las disposiciones de una de las Partes Contratantes prevean una garantía para inversiones efectuadas en el exterior, esta garantía podrá ser otorgada, después de examinar caso por caso, a las inversiones efectuadas por inversionistas de esta Parte Contratante en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte Contratante.

Las inversiones realizadas por inversionistas de una de las Partes Contratantes en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte Contratante podrán obtener la garantía a que se refiere el párrafo anterior, únicamente si ha sido previamente acordada por la otra Parte Contratante.

2. Ambas Partes Contratantes reconocen los plenos derechos de subrogación con respecto a los derechos o acciones de un inversionista cuya inversión haya sido cubierta por una garantía. En caso de una controversia, solamente el inversionista o una compañía administrada de forma privada puede iniciar, o participar en procedimientos ante un tribunal nacional o someter el caso al arbitraje internacional, de acuerdo con las disposiciones del Artículo 9 de éste Acuerdo.

ARTICULO 9

Solución de controversias entre un Inversionista de una de las Partes Contratantes y la otra Parte Contratante

1. Este Artículo solamente se aplica a controversias entre una de las Partes Contratantes y un Inversionista de la otra Parte Contratante, respecto a una presunta violación de una obligación de la primera, en virtud de este Acuerdo, que ocasione pérdida o daño al inversionista o a su inversión.

2. Con respecto al sometimiento de una reclamación a arbitraje:

- a) un inversionista de una de las Partes Contratantes no podrá alegar que la otra Parte Contratante ha violado una obligación de conformidad con el presente Acuerdo, tanto en un procedimiento de arbitraje de conformidad con este artículo como en un procedimiento ante un tribunal competente, judicial o administrativo de la primera Parte Contratante que es parte en la

controversia;

- b) asimismo, cuando una empresa de una de las Partes Contratantes que sea una persona moral propiedad de un inversionista de la otra Parte Contratante o que este bajo su control, alegue en procedimientos ante un tribunal competente, judicial o administrativo de la Parte Contratante que es parte en la controversia, que la primera Parte Contratante ha violado una obligación de conformidad con este Acuerdo, el inversionista no podrá alegar dicha violación en un arbitraje de conformidad con este artículo.

3. Cualquier controversia de conformidad con este artículo, deberá ser amigablemente solucionada entre las partes concernientes.

4. Una controversia, de conformidad con este artículo, podrá ser sometida a arbitraje, siempre y cuando hayan transcurrido seis meses desde que los actos que motivan la reclamación ocurrieron y siempre que el inversionista haya entregado a la Parte Contratante que es parte en la controversia, notificación por escrito de su intención de someter una reclamación a arbitraje, al menos con 60 días de anticipación, pero no después de cuatro años contados a partir de la fecha en la que el inversionista por primera vez tuvo conocimiento o debió tenerlo, de los actos que dieron lugar a la controversia:

- i) al Centro Internacional sobre Arreglo de Diferencias Relativas a Inversiones ("El Centro"), creado por el Convenio sobre Arreglo de Diferencias Relativas a Inversiones entre Estados y Nacionales de otros Estados ("el Convenio del CIADI"), si la Parte Contratante del Inversionista y la Parte Contratante que es parte en la controversia, son parte del Convenio del CIADI;
- ii) al Centro, conforme a las Reglas del Mecanismo Complementario del CIADI, si la Parte Contratante del inversionista o la Parte Contratante que es parte en la controversia, pero no ambas, es parte del Convenio del CIADI;
- iii) a un tribunal arbitral ad hoc, establecido de acuerdo con las Reglas de Arbitraje de la Comisión de Naciones Unidas sobre Derecho Mercantil Internacional ("CNUDMI");

- iv) a la Cámara Internacional de Comercio, por un tribunal ad hoc, de conformidad con sus reglas de arbitraje.

5. Las reglas de arbitraje aplicables, regirán al mismo, excepto en la medida de lo modificado por el presente artículo.

6. A menos que las Partes acuerden otra cosa, el tribunal arbitral se compondrá de tres miembros. Cada Parte contendiente designará un miembro y estos dos miembros designarán de común acuerdo un tercer miembro quien fungirá como su presidente.

Los miembros del tribunal arbitral deberán tener experiencia en derecho internacional y en materia de inversión.

Si un tribunal arbitral no ha sido constituido dentro del término de 90 días contado a partir de la fecha en que la reclamación fue sometida a arbitraje, ya sea porque una parte contendiente no designó miembro o los miembros designados no llegaron a un acuerdo sobre el presidente, el Secretario General del CIADI, a petición de cualquiera de las partes contendientes, nombrará a su discreción, al miembro o miembros aún no designados. No obstante, el Secretario General del CIADI, al momento de designar al presidente, se asegurará de que el mismo no sea nacional de alguna de las Partes Contratantes.

7. Un tribunal establecido de acuerdo con este Artículo resolverá la controversia por mayoría de votos, de conformidad con este Acuerdo y las reglas y principios aplicables de derecho internacional.

8. Los laudos arbitrales podrán adoptar las siguientes formas de resolución:
- a) una declaración de que la Parte Contratante ha incumplido sus obligaciones de conformidad con este Acuerdo;
 - b) indemnización pecuniaria, que deberá incluir intereses desde el momento en que se hayan causado las pérdidas o daños hasta la fecha de pago;
 - c) restitución en especie en los casos apropiados, salvo que la Parte Contratante pague en su lugar indemnización pecuniaria, cuando la restitución no sea factible; y
 - d) con el consentimiento de ambas Partes contendientes, cualquier otra forma de resolución.

Los laudos arbitrales serán definitivos y obligatorios solamente respecto

de las partes contendientes y solamente con respecto al caso particular.

El laudo arbitral definitivo solamente será publicado si existe un convenio por escrito de ambas partes contendientes.

Un tribunal arbitral no podrá ordenar a una Parte Contratante el pago de daños que tengan carácter de penalidad.

ARTICULO 10 Compromisos Específicos

1. Si las disposiciones legislativas de cualquier Parte Contratante o las obligaciones derivadas del Derecho Internacional, existentes a la fecha o establecidas posteriormente entre las Partes Contratantes, adicionalmente al presente Acuerdo contienen una regulación, ya sea general o específica, de acuerdo con las cuales se deba otorgar un tratamiento más favorable que el previsto por este Acuerdo a las inversiones de los nacionales o compañías de la otra Parte Contratante, dicha regulación prevalecerá sobre el presente Acuerdo, en cuanto sea más favorable.

2. Cada una de las Partes Contratantes observará cualquier obligación que haya asumido por escrito, en relación con inversiones en su territorio hechas por inversionistas de la otra Parte Contratante. Las controversias surgidas respecto de dichas obligaciones, serán solucionadas únicamente de acuerdo a los términos contenidos en el contrato respectivo.

ARTICULO 11 Controversias entre las Partes Contratantes

1. Las controversias relativas a la interpretación o aplicación de este Acuerdo serán resueltas, en lo posible, por medio de consultas y negociaciones diplomáticas.

2. Si la controversia no ha sido resuelta dentro de un período de seis meses, contados a partir de la fecha en la que fue presentada la solicitud de consulta por cualquiera de las Partes Contratantes, podrá ser sometida, a solicitud de cualquier Parte Contratante a un Tribunal Arbitral.

3. El mencionado Tribunal será creado para cada caso específico, de la siguiente manera: cada Parte Contratante designará un árbitro y los dos árbitros designados, a su vez, por mutuo acuerdo, designarán al nacional de un tercer Estado, quien será designado como Presidente del Tribunal por las dos Partes Contratantes. Todos los árbitros deberán ser designados dentro de un período de dos meses, contados a partir de la fecha de notificación de una Parte Contratante a la otra Parte Contratante de su intención de someter la controversia a arbitraje.

4. Si los períodos especificados en el párrafo 3 arriba señalado no se cumplen, cualquier Parte Contratante, a falta de cualquier otro acuerdo, invitará al Secretario General de la Organización de las Naciones Unidas para que haga las designaciones necesarias. Si el Secretario General es nacional de alguna de las Partes Contratantes, o si se encuentra imposibilitado para desempeñar la mencionada función, el Secretario General Adjunto que le siga en jerarquía al Secretario General y que no sea nacional de alguna Parte Contratante, procederá a realizar las designaciones necesarias.

5. El tribunal arbitral tomará sus decisiones por mayoría de votos. Estas decisiones serán definitivas y legalmente obligatorias para las Partes Contratantes. Resolverá la controversia de conformidad con este Acuerdo y con las reglas aplicables de derecho internacional.

El tribunal determinará sus propias reglas de procedimiento. Deberá interpretar la sentencia a solicitud de cualquier Parte Contratante. A menos de que se decida otra cosa por el tribunal, las costas legales, incluyendo los gastos de los árbitros, serán cubiertas por partes iguales entre las Partes Contratantes.

6. Una Parte Contratante no iniciará procedimientos de conformidad con este artículo por una controversia relativa a la violación de derechos de un inversionista, cuando la misma haya sido sometida por dicho inversionista a los procedimientos contemplados en el artículo 9, a menos de que la otra Parte Contratante incumpla o no acate el laudo dictado en dicha controversia.

ARTICULO 12 **Entrada en vigor**

Cada Parte Contratante notificará a la otra Parte Contratante del cumplimiento de los requisitos constitucionales relativos a la entrada en vigor de este Acuerdo, el cual entrará en vigor un mes después de la fecha de recepción de la notificación final.

ARTICULO 13 **Duración y terminación**

El Acuerdo permanecerá en vigor por un período inicial de diez años. Permanecerá en vigor posteriormente, a menos que una de las Partes Contratantes entregue una notificación por escrito sobre su terminación, con un año de anticipación, a través de la vía diplomática.

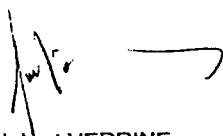
El presente Acuerdo será reexaminado por ambas Partes Contratantes, si un Acuerdo para los mismos propósitos es adoptado por las Partes Contratantes sobre una base multilateral.

En caso de terminación del período de validez de este Acuerdo, las inversiones realizadas mientras estuvo en vigor continuarán disfrutando de la protección de sus disposiciones por un período adicional de 15 años.

Firmado en la Ciudad de México el doce de noviembre de mil novecientos noventa y ocho en duplicado en los idiomas francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

POR EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA
FRANCESA

POR EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS
UNIDOS MEXICANOS



Hubert VEDRINE
Ministro de Asuntos Extranjeros



HERMINIO BLANCO MENDOZA
Secretario de Comercio
y Fomento Industrial

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED MEXICAN STATES FOR THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the United Mexican States, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to reinforce economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Mexico and Mexican investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article 1. Definitions

For the purpose of this Agreement:

1. The term "investment" shall apply to assets, including property rights, such as property, rights and interests of any category, and particularly, but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property acquired or used for the purposes of economic advantage or other commercial purposes, and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Contracting Party;

(c) Claims, bonds and rights to any benefit having an economic value;

(d) Intellectual, commercial and industrial property rights such as copyrights, patents for inventions, licences, registered trade marks, industrial designs and models, technical processes, know-how, registered trade names and goodwill;

(e) Rights arising from any form of concession granted by any legal means.

In accordance with the foregoing definition, no change in the form in which assets are invested shall affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

Certificates of indebtedness arising solely from commercial transactions involving the sale of goods or services by a national or corporate entity in the territory of either Contracting Party to a national or corporate entity in the territory of the other Contracting Party and credits intended to finance commercial transactions such as commercial credits and other credits of a duration of less than three years, and credits granted to the State or to a State enterprise, shall not be regarded as investments.

These provisions shall not, however, apply to credits or loans granted by an investor of one of the Contracting Parties to an enterprise of the other Contracting Party owned or controlled by the said investor.

2. The term "investor" shall apply to:

(a) Nationals, in other words individuals having the nationality of either Contracting Party;

(b) Any body corporate constituted in the territory of either Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party's legislation. A body corporate shall be deemed to be controlled if the majority of its voting shares are held by a national or corporate entity having its registered office in the territory of one of the Contracting Parties and constituted in accordance with that Party's legislation.

3. The term "income" shall mean all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties and interest. Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

4. The term "territory" shall mean the territory of either Contracting Party. The term "maritime zone" shall mean the exclusive economic zone and the continental shelf extending beyond the limit of the territorial waters of either Contracting Party and over which they exercise, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction.

Article 2. Scope of application of the Agreement

1. It is understood that the investments covered by this Agreement are those that have already been made or may be made after the entry into force of this Agreement in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investments are made.

2. This Agreement shall be applicable in the territory and maritime zone of each Contracting Party.

3. No provision of this Agreement shall be interpreted as preventing either Contracting Party from taking any measures designed to control the investments made by foreign investors and the terms and conditions governing the activities of such investors, in the framework of measures designed to preserve and encourage cultural and linguistic diversity.

Article 3. Promotion and admission of investments

Each Contracting Party shall permit and promote investments made in its territory and maritime zone by investors of the other Party in accordance with its legislation and shall encourage them in accordance with the provisions of this Agreement.

Article 4. Protection and treatment of investments

1. Each Contracting Party shall undertake to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in accordance with the principles of international law, to the investments made by investors of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either de jure or de facto.

2. Each Contracting Party shall accord in its territory and maritime zone to investors of the other Party, in respect of their investments and of the exploitation, administration, maintenance, utilization, enjoyment or transfer of such investments, treatment that is no less favourable than that accorded to its own investors or treatment accorded to investors of the most favoured nation, if the latter is more advantageous.

Regardless of the principle of national treatment, either Contracting Party may require an investor of the other Party, or an enterprise present in its territory owned or controlled by such investor, to provide it, for statistical purposes, with current information concerning its investments.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to investors of a third State by virtue of its participation in or association with a free trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to matters of taxation.

3. Investments made by investors of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

4. The Contracting Parties, within the framework of their internal legislation, shall give favourable consideration to applications for entry, stay, work and travel made by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory or maritime zone of the other Contracting Party.

Article 5. Dispossession and compensation

1. Neither Contracting Party may take direct or indirect dispossession or nationalization measures, or any other measure having an equivalent effect, with respect to an investment of the other Party in its territory or maritime zone except:

- (i) For a public purpose;
- (ii) On condition that such measures are not discriminatory;
- (iii) In accordance with due process of law;
- (iv) On payment of compensation in accordance with the provisions of paragraphs 2 and 3 of this article.

2. Compensation shall be paid without delay and shall be fully realizable and freely transferable.

3. Compensation shall be equivalent to the fair market value, or failing that, to the actual value of the investment subject to the measure of dispossession or nationalization im-

mediately before the dispossession took place and shall not reflect any change in value occurring because the intended dispossession had become known earlier. Valuation criteria shall include the going concern value, asset value including declared tax value of tangible property, and other criteria, as appropriate, to determine fair market value. The compensation, its amount and procedures for payment shall be determined, at the latest, on the date of the dispossession. Until the date of payment, the compensation shall bear interest calculated at the applicable market rate.

Article 6. Compensation for losses

The investors of either Contracting Party whose investments have suffered losses due to war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or revolt in the territory or maritime zone of the other Contracting Party, shall receive from the latter treatment not less favourable than would be accorded to its own investors or to the investors of the most favoured nation.

Article 7. Freedom of transfer

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by investors of the other Contracting Party shall accord to the said investors freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Payments arising from rights such as those defined in article 1, subparagraphs 1 (d) and 1 (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation provided for in article 5, paragraphs 2 and 3;
- (f) Earnings and other remuneration of personnel contracted abroad for the needs of an investment.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

In the event of serious disequilibrium, or the threat of disequilibrium, in the balance of payments, either Party may temporarily apply restrictions on transfer, provided that the Contracting Party concerned puts into effect measures or a programme meeting the criteria of the International Monetary Fund. Such restrictions shall be imposed on an equitable, non-discriminatory basis, and in good faith.

Article 8. Investment guarantees and subrogation

1. Insofar as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for invest-

ments made by investors of that Party in the territory or maritime zone of the other Contracting Party.

Investments made by the investors of either Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party may be granted the guarantee provided for in the preceding paragraph only if such guarantee has previously been granted by the other Contracting Party.

2. Both the Contracting Parties shall recognize the full entitlement to the subrogation of the rights or shares of an investor whose investment is covered by a guarantee. In case of a dispute, only the investor or a privately managed company may initiate, or participate in, proceedings before a national tribunal or submit the case to international arbitration in accordance with the provisions of article 9 of this Agreement.

Article 9. Settlement of disputes between an investor of one Contracting Party and the other Contracting Party

1. This article shall apply only to disputes between one Contracting Party and an investor of the other Contracting Party on the subject of an alleged breach by the former of an obligation under this Agreement which gives rise to loss or damage to the investor or to his investment.

2. In the event of a request for arbitration:

(a) An investor of one Contracting Party may not argue that the other Contracting Party has breached an obligation under this Agreement both in the context of arbitral proceedings within the meaning of this article and in the context of proceedings before a court or competent administrative tribunal of the former, being a party to the dispute;

(b) Similarly, if a company of one Contracting Party which is a corporate entity owned or controlled by an investor of the other Contracting Party argues, in the context of proceedings before a court or competent administrative tribunal of the Contracting Party which is a party to the dispute, that the former Party has breached an obligation under this Agreement, the investor may not argue such breach in the context of arbitral proceedings within the meaning of this article.

3. Any dispute within the meaning of this article shall be settled amicably between the two parties concerned.

4. A dispute within the meaning of this article may be submitted to arbitration on condition that a period of six months has passed since the occurrence of the event that gave rise to the request for arbitration and that the investor has notified the Contracting Party that is a party to the dispute in writing with advance notice of at least sixty days and, in any event, not later than a period of four years from the date on which the investor was first aware, or ought to have been aware, of the events that gave rise to the dispute, of its intention to submit the dispute for arbitration:

(i) To the International Centre for Settlement of Investment Disputes (the Centre), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and nationals of other States (the ICSID Convention), if the Contracting Party of the investor

and the Contracting Party that is a party to the dispute are both Parties to the ICSID Convention;

(ii) To the Centre under the rules governing the Additional Facility for the administration of proceedings by the Secretariat of the Centre if either the Contracting Party of the investor or the Contracting Party that is a party to the dispute, and not the other, is a Party to the ICSID Convention;

(iii) To an ad hoc arbitral tribunal which shall be constituted in accordance with the arbitration rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL);

(iv) To the International Chamber of Commerce, by an ad hoc tribunal established in accordance with the arbitration rules.

5. The arbitration shall be governed by the applicable arbitration rules subject to the amendments made by this article.

6. Except where otherwise agreed between the parties to the dispute, the arbitration tribunal shall be composed of three members. Each party to the dispute shall designate one member and the two said members shall, by agreement, designate a third member who shall be appointed Chairman.

The members of the arbitral tribunal must be experienced in international law and in matters relating to investment.

If an arbitral tribunal has not been constituted within 90 days following the date on which the request for arbitration was submitted, either because one party to the dispute has not designated a member or because the designated members have not, by agreement, appointed a Chairman, the Secretary-General of ICSID, at the request of either of the parties to the dispute, shall be invited to designate the member or members of his choice. However, in designating a Chairman, the Secretary-General of ICSID shall ensure that the Chairman is not a national of either Contracting Party.

7. A tribunal constituted under this article shall rule on the dispute by majority vote in accordance with this Agreement and with the applicable rules and principles of international law.

8. The arbitral awards may prescribe the following means of settlement:

(a) A statement acknowledging that the Contracting Party has not complied with its obligations under this Agreement;

(b) Pecuniary compensation including interest accrued during the period between the occurrence of the loss or damage and the date of payment;

(c) Restitution in kind, where appropriate, provided that the Contracting Party may pay pecuniary compensation as an alternative where such restitution is not practicable; and

(d) With the agreement of the parties to the dispute, any other form of reparation.

The arbitral awards are definitive and binding only for the parties to the dispute and shall apply only to the case under consideration.

The definitive award shall be published only with the written agreement of the parties to the dispute.

An arbitral tribunal may not order one Contracting Party to pay damages and interests as a penalty.

Article 10. Specific undertakings

1. Where the legislative provisions in force in one of the Contracting Parties or undertakings arising from international law existing at the time of the agreement, or established subsequent to this Agreement between the Contracting Parties, include general or specific clauses whereby more favourable treatment than is provided for in this Agreement must be granted to investments made by investors of the other Contracting Party, such clauses, insofar as they are more favourable, shall be applicable without prejudice to the provisions of this Agreement.

2. Each Contracting Party shall respect any undertaking it has made in writing in connection with investments made in its territory by investors of the other Contracting Party. Disputes concerning such undertakings shall be settled in accordance with the terms of the contracts governing those undertakings.

Article 11. Disputes between the Contracting Parties

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through diplomatic consultations and negotiations.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the date on which the request for consultations was made by one of the Contracting Parties, it may be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The said tribunal shall in each separate case be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one arbitrator and the two said arbitrators shall, by agreement, designate a national of a third State, who shall be appointed Chairman by the two Contracting Parties. All the arbitrators shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any other agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the Assistant Secretary-General next in seniority shall, provided that he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties. It shall rule on disputes in accordance with the provisions of this Agreement and with other applicable rules of international law.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its judgement at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, costs of the arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Contracting Parties.

6. One Contracting Party may initiate proceedings under this article in connection with a dispute concerning the failure to respect the rights of an investor that has been submitted by the said investor to the procedures set forth in article 9, only if the other Contracting Party has not complied with the judgement rendered on the dispute.

Article 12. Entry into force

Each Contracting Party shall notify the other Contracting Party of the completion of the respective internal procedures required by it for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of the receipt of the last such notification.

Article 13. Duration and expiration

This Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of denunciation is given through the diplomatic channel by either Party.

If an agreement on the same subject is made between the Contracting Parties on a multilateral basis, this Agreement shall be reviewed by the two Contracting Parties.

Upon the expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 15 years.

Done at Mexico City on 12 November 1998, in two original copies, each in French and Spanish, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HUBERT VÉDRINE

Minister for Foreign Affairs

For the Government of the United Mexican States:

HERMINIO BLANCO

Minister of Trade and Industrial Development

